

JOSCHKA FISCHER

Ancien ministre allemand des Affaires étrangères

Dominique MOISI, Conseiller spécial à l'Ifrri

Joschka, seriez-vous légèrement plus optimiste quant au rôle que peut jouer l'Europe dans les années à venir et pourriez-vous, dans vos commentaires, commencer en tant qu'Allemand pour terminer en tant qu'Européen ?

Joschka FISCHER, Ancien ministre allemand des Affaires étrangères

Merci beaucoup. Je ne pense pas qu'il y ait des raisons d'être pessimistes, mais plutôt d'être réalistes. La différence est de taille. Comparées aux précédentes, notre génération et la jeune génération ne sont pas en position d'être trop pessimistes, si l'on compare la situation d'aujourd'hui avec ce qui s'est passé au 20^{ème} siècle. Si l'on repense, rassemblés comme nous le sommes ici en tant qu'Européens, à ce que nos parents et grands-parents ont dû traverser, nous constatons que nous sommes dans une situation privilégiée.

Au 21^{ème} siècle, le fait marquant sera la montée des nouvelles puissances ou, plus encore, le désir des gens de sortir de la pauvreté et d'atteindre le même niveau de vie que celui auquel nous sommes habitués en Occident, ainsi que dans les parties les plus prospères des pays émergents. Cela représente 7 milliards de personnes, voire plus. En l'état actuel des technologies et de la distribution des pouvoirs, cela n'est pas envisageable. Une nouvelle révolution industrielle, baptisée la révolution verte, va transformer, de paire avec la transformation du système politique mondial, le 21^{ème} siècle, et je perçois cela comme un changement positif très important.

Deuxièmement, nous considérons le système international et parlons de la distribution des pouvoirs et d'un glissement de l'Ouest vers l'Est. L'Occident a perdu son monopole. Est-ce grave ? Je ne le pense pas. C'est positif car c'est une conséquence de la mondialisation, de paire avec la première tendance que j'ai décrite tantôt qui à mon sens va définir l'avenir. Cela se fera-t-il sans contradictions ? Pas du tout. Y aura-t-il des conflits ? Oui. Cependant, je pense que la coopération sera un élément sous-jacent parce qu'avec 7 milliards de personnes, la nouvelle réalité de la communication et les défis communs, la coopération qui repose également sur la concurrence sera un facteur de taille.

Pour les Européens, le défi sera de savoir si nous sommes suffisamment ouverts pour nous réorganiser – même les trois grands, les deux plus puissants étant la France et la GB, en qualité de membres permanents du Conseil de sécurité et puissances nucléaires, et l'Allemagne comptant l'économie et la population les plus importantes. Au 21^{ème} siècle, nous serons une entreprise familiale – de taille moyenne, mais une entreprise familiale de plus petite taille – et si nous voulons nous faire entendre, je ne pense pas que la formule traditionnelle post Deuxième Guerre mondiale puisse continuer à fonctionner parce que nos cousins américains seront attirés dans le Pacifique par les intérêts, les défis et les perspectives de croissance sur place.

Si l'on considère les défis qui nous attendent, en partant des Balkans, avec notre voisin, la Russie, les états entre les deux et le Moyen-Orient, la Méditerranée et l'Afrique, je pense que les Européens vont devoir grandir très vite. Pouvons-nous y parvenir au même niveau national que l'on adoptait traditionnellement au 19^{ème} siècle ? Certainement pas. Quelle est la réponse ? La réponse s'appelle les Etats-Unis d'Europe. Qu'est-ce que cela signifie ? Un système américain ? Absolument pas. Pourquoi pas ? Parce que nos nations sont beaucoup plus âgées que ne l'étaient les Etats d'Amérique à la période fondatrice des Etats-Unis, avec entre autres des langues, des cultures, des préjugés et des traditions différents.



Cependant, je pense qu'un chemin existe. Nous constatons que la crise est un bon professeur. La crise a forcé M. Sarkozy, Mme Merkel et tous les autres à aller dans un sens, et ils ont essayé de contourner la question douloureuse de la souveraineté et de la légitimité. Cependant, au final, la crise financière en Europe a démontré que le cœur de la crise n'est pas financier. Ceci est vrai pour l'Amérique, qui connaît une crise financière, à l'instar de la crise en Europe, mais le cœur de cette dernière est une crise de la gouvernance. L'Europe connaît une crise politique parce que nous avons une monnaie commune dans l'Union Européenne des Dix-sept et une Banque centrale commune, mais nous manquons d'un ministère des finances ou de gouvernements communs, ainsi que d'un Parlement commun ou de politiques communes. Cela doit changer. Je pense que la décision prise vendredi constitue un énorme pas dans cette direction. Elle ne répond pas à la question des solutions rapides nécessaires pour faire face urgemment à la crise, mais je pense que tout est désormais en place pour s'acheminer vers une union fiscale. D'un point de vue allemand, je dois dire que le gouvernement allemand et que la Bundesbank n'ont plus l'excuse de dire qu'ils ne veulent pas agir dans la mesure où tous les mécanismes de stabilité qu'ils demandaient sont désormais en place. Je prédis donc, potentiellement dans les quelques semaines qui viennent, une nouvelle crise sérieuse dans un Etat périphérique de la Méditerranée, mais je pense que cette fois, le nécessaire a été fait pour disposer d'un pare-feu et d'actions directes plus sérieuses.

Cependant, cette étape de vendredi envers une union fiscale appelle une deuxième étape ; une union politique. Au final, si les choses sont sérieuses, il faudra également le droit budgétaire des Parlements nationaux dans l'UE dix-sept +, ce qui à mon avis entraînera une nouvelle définition de l'union politique – ou pas une nouvelle définition, mais une union politique réelle, et vous pouvez analyser les structures aujourd'hui. Les Parlements nationaux et les gouvernements sont les véritables acteurs, non pas la Commission ou le Parlement européens. En tant que fédéraliste, cela me convient dans la mesure où je m'intéresse davantage au résultat qu'aux principes.

Je dois dire que si l'on y réfléchit, pour un gouvernement européen, c'est parfaitement sensé. Il serait parfaitement pertinent de rassembler les Parlements nationaux avec des représentants pour une chambre européenne, et le Parlement européen pourrait toujours avoir un rôle en tant que chambre distincte de la structure européenne. Cependant, c'est voir trop loin. Je vois en revanche l'émergence qu'une nouvelle réalité de la gouvernance en Europe et je pense qu'il existe également la possibilité de surmonter ces problèmes dans les deux ans qui viennent. Si nous souhaitons mettre un terme à la crise, nous devons faire face à ces questions de gouvernance et à la lecture des résultats de vendredi, je suis optimiste sur le fait que nous avançons en ce sens.

L'urgence est forte parce que l'Europe ne peut pas se laisser consumer par des problèmes internes. Notre voisinage représente un énorme défi et pour répondre à nos amis de Singapour, les Européens sont peut-être superflus, mais ma réponse serait plutôt : attendons de voir. Je ne serais pas surpris si à la fin de la décennie, nous parvenons à démêler qui est indispensable et qui ne l'est pas. Je vous promets que je suis très optimiste sur le fait que l'Europe va jouer un rôle très important au 21^{ème} siècle.